



Discours à l'occasion de la conférence de presse : « **NON à la suppression de l'impôt anticipé** »

Seules les paroles prononcées font foi.

Samuel Bendahan, vice-président du PS Suisse et conseiller national (VD)

Chaque franc que nous dépensons, ou auquel nous renonçons a normalement un effet. En général, il y a toujours une difficulté à trouver si le jeu en vaut la chandelle : dépenser 10 millions pour les crèches et garderies, pour de l'assainissement énergétique, pour l'AVS, on sait ce que ça coûte, mais ce n'est pas toujours simple de calculer ce que cela rapporte. Une certitude : ça rapporte quelque chose à la population, et quelque chose de bien. En général, lorsque la droite souhaite supprimer ou baisser des impôts, elle s'affaire au moins à faire correspondre la baisse d'impôt à un bénéfice. L'argumentaire est souvent peu convaincant et jamais basé sur les faits, mais au moins il existe. La suppression de l'impôt anticipé, c'est un pillage tout nouveau des caisses publiques, sans même tenter d'y trouver un intérêt public : il s'agit de subventionner directement les gens qui ne déclarent pas leurs revenus. Quel incitatif positif pourrait bien émerger d'une mesure aussi scandaleuse ?

Impôt de garantie = garantie d'exonérer les fraudeurs

La logique de l'impôt anticipé, pour les personnes en Suisse ou dans les pays avec une convention de double imposition, est que la personne concernée paie par avance. Elle peut récupérer l'intégralité des pertes fiscales, du moment qu'elle a déclaré le revenu en question par la voie ordinaire. Donc la logique est simple : normalement, lorsque l'on déclare son revenu correctement, le montant d'impôt anticipé est au final de... zéro. Pourtant, même l'administration favorable à la suppression de l'impôt anticipé a prévu qu'il y aurait des pertes fiscales massives : 1 milliard d'abord, puis des centaines de millions par an, nous y reviendrons. S'il y a des pertes, et si celles et ceux qui déclarent leur revenu normalement ne paient pas d'impôt anticipé, c'est que les pertes viennent des autres : les revenus non déclarés au fisc sont aujourd'hui frappés de l'impôt anticipé, et ils ne le seront plus demain. Nous subventionnons littéralement seulement les personnes qui ont fait le choix de ne pas déclarer leur revenu, sans rien changer à la situation des autres.

Des incitatifs purement négatifs

Si certaines baisses d'impôts peuvent, en théorie, au moins stimuler l'investissement ou les dépenses, ici nous sommes dans une logique toute autre : pour enrichir quelque super-riches investisseurs, on leur enlève la pénalité qui existait s'ils trichaient avec leurs impôts ! Cela rend plus attractive la stratégie de ne pas déclarer le revenu, puisqu'il n'y a pas d'impôt anticipé à payer, et c'est donc pour inciter à la malhonnêteté qu'on demande au citoyen suisse de renoncer à des milliards. Pourquoi devrait-il accepter ?

Une bombe à retardement

Les estimations des coûts, à quelques centaines de millions par an, le sont au moment où les obligations ont des rendements très bas, les taux directeurs étant négatifs. Avec des taux négatifs, des

perdes sont estimées à plus de 200 millions. Une question subsiste toutefois : lorsque le rendement d'une obligation de la confédération est de -0.12%, les pertes sont de 200 millions, de combien seront les pertes si ce rendement passe à 3 ou 4 % ? Elles augmenteraient massivement, puisque l'impôt anticipé est proportionnel au rendement obligataire. C'est une véritable bombe à retardement, qui ne manquera pas d'exploser à la figure de la population suisse, qui finalement payera à nouveau l'addition.

Indigestion de salami

Car cette suppression de l'impôt anticipé n'est rien d'autre qu'une tranche supplémentaire de salami : droit de timbre, baisses des impôts sur le capital, sur les droits de douane, au total des milliards et des milliards d'allègements chaque année. Ils sont morcelés en plein de petits paquets pour tenter donner l'impression que ces coûts sont indolores. Au total, pourtant, les coûts de ces réformes fiscales qui profitent juste aux mêmes ont des proportions épiques. Pour s'en convaincre, on peut utiliser exactement le même argument que lors de la discussion sur la suppression du droit de timbre. Que pourra-t-on faire si on ne se prive pas de ces centaines de millions par an, si on les utilise vraiment au service de la population ? Des centaines de lits en soins intensifs, des millions de mètres carrés de panneaux solaires, une multiplication par 8 du soutien aux crèches et garderies, ou encore investir pour relever les défis de demain. Mais nous combattons aussi, comme vous le savez, la réforme de l'AVS, dont les conséquences sont brutales pour les retraitées et retraités. Avec 2 ou 3 tranches de ce salami fiscal qui ne profite qu'à quelques grosses fortunes, nous pourrions facilement obtenir les mêmes fonds et même augmenter les rentes : là, toute la population pourrait bénéficier de cette même somme.

Natascha Wey, secrétaire générale adjointe du SSP Suisse

En tant que syndicats, nous sommes de plus en plus scandalisés par la mentalité de libre-service affichée sans aucune gêne par la majorité de droite du Parlement, qui ne trouve rien de mieux à faire que de multiplier les allègements fiscaux au profit des entreprises et des hauts revenus, alors que nous sortons d'une crise sans précédent. Depuis des années, nous assistons à une redistribution des richesses des salarié-e-s vers les personnes nanties, financièrement aisées et vers les entreprises, par le biais de baisses ou de suppressions d'impôts accordées à la place financière et aux classes favorisées.

Les travailleuses et travailleurs qui ont un travail salarié et qui paient correctement leurs impôts subissent en revanche une pression de plus en plus forte. Les primes d'assurance-maladie et les loyers qui prennent l'ascenseur alourdissent le budget des ménages. Entre 2016 et 2022, les salaires réels n'ont augmenté que de 0.2 % par année et l'évolution des salaires est en retard sur celle de la situation économique. De nombreuses personnes n'arrivent plus à couvrir leurs besoins vitaux avec les rentes des caisses de pensions et les rentes AVS qui sont en baisse. Et durant la pandémie liée à la Covid-19, la perte de pouvoir d'achat la plus forte est celle vécue par les travailleuses et travailleurs touchant des bas salaires ou des salaires moyens. Or ce sont précisément ces personnes qui ont travaillé en première ligne pendant la crise sanitaire, que ce soit dans la vente, les transports publics ou dans le secteur de la santé.

Au lieu de s'attaquer à ces problèmes, la majorité bourgeoise du Parlement continue d'accroître les disparités. On prévoit d'exonérer dorénavant les personnes nanties pouvant investir en obligations du paiement de l'impôt anticipé sur les intérêts de ces obligations. Cette mesure ouvrirait tout grand les portes à l'évasion fiscale. Celles et ceux qui disposent d'un petit pécule sur un compte épargne continueraient au contraire à être soumis à l'impôt anticipé. Le signal donné aux travailleuses et travailleurs est donc clair : on laisse tomber celles et ceux qui doivent continuer à gagner honnêtement leur argent et on se préoccupe au contraire du sort des personnes financièrement aisées et déjà privilégiées.

Les travailleuses et travailleurs devront passer plusieurs fois à la caisse pour payer cette réforme : premièrement, en continuant à payer l'impôt anticipé sur l'argent placé sur leur compte épargne ; deuxièmement, les pertes de recettes fiscales liées à la réforme vont priver les pouvoirs publics de moyens financiers pour assurer des tâches importantes. En tablant de manière optimiste sur des pertes de l'ordre de 172 millions de francs par année, le conseiller fédéral Ueli Maurer minimise les effets de cette réforme. Ce n'est que dans le contexte exceptionnel des taux d'intérêts bas que ces pertes fiscales seraient si faibles. Or les taux d'intérêts vont recommencer à grimper, pour atteindre un niveau de taux d'intérêts de 3% à 4% à moyen terme. Dans ce cas, les pertes fiscales s'élèveront subitement à 400-600 millions de francs. Et il est de toute façon difficile d'estimer le montant des pertes supplémentaires qui résulteront de l'utilisation des nouvelles possibilités d'évasion fiscale créées par cette réforme.

La suppression de l'impôt anticipé sur les revenus d'obligations priverait la caisse fédérale d'un volume important de recettes, alors que ces dernières sont nécessaires pour financer le développement des structures d'accueil pour enfants, les réductions de primes d'assurance-maladie et les investissements dans les services publics. Et nous connaissons la musique : on minimise d'abord les pertes, puis on utilise ces mêmes baisses de recettes fiscales pour justifier les futurs programmes d'économies. Dans le pire des cas, ce cadeau fiscal aux riches entraînera donc des programmes d'austérité et de démantèlement par lesquels l'État réduira ses prestations.

Il faut empêcher une telle politique de redistribution effrénée du bas vers le haut. Au moyen du référendum, nous contribuons à défendre les intérêts des salarié-e-s ordinaires, qui travaillent dur et paient leurs impôts, et nous faisons en sorte que leurs intérêts soient pris en compte sur le plan politique. Le respect vaut pour toutes et tous les citoyen-ne-s !

C'est pourquoi nous opposons un NON syndical retentissant à la suppression de l'impôt anticipé sur les obligations !

Gerhard Andrey, conseiller national LES VERT-E-S (FR)

Mesdames et Messieurs les journalistes, nous aussi, les Verts, nous nous opposons aujourd'hui par référendum à l'abolition de l'impôt anticipé qui, une fois de plus, offre des cadeaux fiscaux et des échappatoires à ceux qui n'en ont pas besoin ou qui ne devraient pas en bénéficier, encourage les comportements déloyaux par la fraude fiscale et prive la Confédération de recettes importantes. Le projet ne coûte pas seulement de l'argent, il n'a surtout aucun effet positif sur l'économie nationale. Il ne crée pas d'emplois, mais seulement un surcroît de spéculation et d'astuces fiscales.

Permettez-moi d'aborder un autre aspect. Qu'est-ce qui rend la Suisse attractive pour les entreprises, les organisations et les particuliers ? L'État de droit. La stabilité. La liberté. La sécurité. L'innovation. L'esprit d'entreprise. L'infrastructure. L'éducation et formation. La qualité de vie. La liste de ces noms de poids pourrait encore s'allonger un bon moment. On y trouve à peu près tout ce que les entreprises et les particuliers recherchent. Oui, ces valeurs font la Suisse.

Et cela est déjà disponible aujourd'hui à un niveau d'imposition très avantageux en comparaison internationale. En effet, quelle que soit l'apparence particulière de l'une ou l'autre de nos taxes - les autres pays connaissent leurs propres curiosités fiscales - la Suisse est déjà incroyablement attractive en fin de compte.

Avec la stratégie consistant à supprimer progressivement des recettes fiscales importantes et à créer de nouvelles niches fiscales, la place économique suisse est bradée au rabais. Nous avons enfin besoin d'un narratif digne de la Suisse : plus de qualité que de quantité ! Nous ferions bien, en tant que pays, d'attirer des commerces qui recherchent en premier lieu ces valeurs au lieu de vouloir réaliser uniquement un avantage fiscal.

Und als Finanzpolitiker kann ich nicht verantworten, dass dem Bund hunderte Millionen Franken Steuereinnahmen entgehen. Die Salami, von welcher die Verrechnungssteuerscheibe abgeschnitten werden soll, ist ja milliardenschwer. Die Abschaffung der Industriezölle ist beschlossene Sache. Über die Stempelabgaben wird sich das Stimmvolk im Februar glücklicherweise äussern können. In der Summe die machen diese Abgaben einen grossen Unterschied im Bundeshaushalt.

Wir steuern sowieso auf eine gefährliche Mischung zu: Die bundesrätliche Finanzpolitik will nämlich die Corona-Schulden unnötig streng abbauen und gleichzeitig immer weitere Steuern abschaffen. Der bereits heute sehr enge finanzielle Spielraum wird damit noch viel enger. Dabei müsste genau das Gegenteil geschehen: Die Altersvorsorge, der Klimawandel oder der Biodiversitätsverlust wird uns in den kommenden Jahrzehnten vor grosse finanzielle Herausforderungen stellen. Das anerkennt sogar die Finanzverwaltung in ihren Prognosen. Ein Rätsel, weshalb der Bundesrat unter diesen Vorzeichen Steuergeschenke verteilen will.

Geschätzte Anwesende, wir GRÜNE fordern eine ganzheitliche Steuerpolitik, welche den aktuellen und künftigen finanziellen Herausforderungen des Landes gerecht wird. Wir wollen deshalb die eingespielte Verrechnungssteuer mit Sicherungszweck beibehalten.